



Cachez ce commerce que je ne saurais voir ! Prostitution et société messine

Banish this commerce that I cannot see! Prostitution and Society in Metz

Laurent Erbs



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/9710>

DOI : 10.4000/clio.9710

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2010

Pagination : 267-286

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Laurent Erbs, « Cachez ce commerce que je ne saurais voir ! Prostitution et société messine », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 31 | 2010, mis en ligne le 31 mai 2010, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/clio/9710> ; DOI : 10.4000/clio.9710

Varia

Cachez ce commerce que je ne saurais voir ! Prostitution et société messine^{*}

Laurent ERBS

Au début des années 1930, le quartier de l'arsenal demeurait le haut-lieu de la prostitution messine. Pas moins de huit maisons de tolérance y faisaient le commerce du sexe, transformant ainsi l'actuel quai du Rimport en *red light district*. À la même époque, la ville de Metz entreprit un projet d'assainissement urbain¹. Sa mise en œuvre imposait la démolition des immeubles vétustes qui abritaient les tolérances. Face à cette menace, les tenanciers de ces maisons prévoyaient des solutions alternatives destinées à maintenir leur activité. Cependant, ils se heurtaient à l'opposition des notables et à une autorité publique plutôt encline, depuis le début du siècle, à fermer les lupanars². Ce contexte d'hostilité réciproque a favorisé la constitution d'une archive spécifique³ qui permet de réexaminer les rapports ambigus entretenus par une collectivité à l'égard de l'une de ses marges.

* Françoise Thébaud m'a fait bénéficier de ses remarques critiques sur une première version de ce texte, qu'elle trouve ici l'expression de mes remerciements. Mais, selon la formule d'usage, je me tiens responsable de tout ce que j'avance ici.

¹ Archives départementales de la Moselle [AD 57], 304 M 145, « Transfert des maisons de tolérance », Préfecture de la Moselle, Note, 1933.

² AD 57, 304 M 144, rapport de E. Hertzog, maire de Colmar, « Les expériences faites à la suite de la suppression des maisons de tolérance ». Document imprimé non daté.

³ Il s'agit de la série 304 M conservée aux Archives départementales de la Moselle.

Les tolérances sans cesse reléguées vers les faubourgs

L'instruction du projet de rénovation urbaine commença lors de la séance du conseil municipal du 16 décembre 1932. À cette occasion, le conseiller Marcel Rheims en profita pour demander le transfert des maisons de tolérance dans un autre quartier de la ville⁴. La réaction des tenanciers ne se fit guère attendre. Un certain Albert G., propriétaire de la tolérance située au 13 quai de l'Arsenal, s'autoproclama porte-parole de cette profession si particulière. Il assura la municipalité de son entière collaboration et accepta volontiers le transfert des maisons pour peu que les tolérances soient prolongées.

Sous certaines garanties, nous envisagerions la possibilité d'abandonner [...] les immeubles [...] et [de] nous transférer dans un autre quartier de la ville que nous vous demanderions de bien vouloir nous désigner⁵.

Cette condition paraissait justifiée car les tenanciers revendiquaient pleinement la qualité de commerçant. Comment, en effet, ne pas qualifier de commerce, une activité expressément orientée vers la vente, aussi singulière soit-elle ? Les faits semblent accorder crédit à ces propos, d'autant plus que la loi confortait la position sociale du tenancier en ce sens. À partir du moment où la tolérance était accordée, le fonctionnement de la maison devenait légitime. Aussi, bien que l'annonce de la démolition des lupanars bouleversât quelque peu les habitudes du petit monde de la prostitution messine, il serait inexact de croire que la pérennité de son commerce fut, de ce fait, organiquement menacée. Bien au contraire, le plan de modernisation urbaine tombait à point nommé pour les tenanciers en leur offrant des perspectives de développement économique : alors qu'ils n'étaient jusqu'alors que locataires, le déménagement des tolérances leur offrait l'opportunité de devenir propriétaires de l'immeuble où s'exerçait leur activité. L'analogie est facile avec une pratique répandue chez d'autres commerçants ou entrepreneurs. Ces derniers sont généralement propriétaires du "fonds", traduction comptable de l'outil de travail et d'éléments incorporels, alors que la propriété des murs, c'est-à-dire les parties

⁴ AD 57, 304 M 145, Albert G., *Courrier*, 10 mars 1933.

⁵ *Idem*.

tangibles du local commercial, appartiennent au propriétaire de l'immeuble.

Forts de ces arguments de comptable, somme toute parés des vertus de la propriété privée, les tenanciers multiplièrent les interventions auprès de la puissance publique pour obtenir le transfert de leurs établissements dans un autre quartier de la ville. Pour cela, ils confièrent la défense de leurs intérêts à Maître Mesplié, avocat inscrit au barreau de Metz⁶. Dès 1932, l'homme de loi devint leur principal représentant auprès de l'autorité publique. Tout au long des négociations, il intervint en faveur des tenanciers successivement auprès du préfet, puis du maire : le premier, disposant des pouvoirs de police, était seul à même d'autoriser ou non, l'ouverture d'une maison de tolérance, tandis que l'assise géographique du lupanar relevait de l'unique prérogative municipale. Dès le départ des discussions et pour préserver l'avenir de leur commerce, les tenanciers ont fait valoir leur volonté de compromis en prenant l'engagement de réduire de moitié le nombre des maisons⁷. En outre, informés de la jurisprudence, ils assuraient prendre à leur charge, les dommages et intérêts qui résulteraient des plaintes éventuelles de leurs nouveaux voisins⁸ :

Les tenanciers seuls pourront être recherchés en dommages intérêts par les voisins immédiats. Une jurisprudence constante met du reste à (leur charge) toute la responsabilité de l'ouverture [...] d'une maison de tolérance⁹.

C'est pourquoi, convaincus de l'assise légale de leurs arguments, les tenanciers s'engagèrent rapidement dans la formalisation du transfert de leurs maisons.

Le premier projet, qui intéressait le centre-ville, fut soumis aux autorités en 1933. Les tenanciers prévoyaient de déplacer leurs établissements dans quatre rues différentes situées à quelques centaines de mètres du quai de l'Arsenal : rue des Thermes, rue aux

⁶ AD 57, 304 M 145, Préfecture de la Moselle, Note, 1933.

⁷ AD 57, 304 M 145, Préfecture de la Moselle, Note, 7 août 1933.

⁸ AD 57, 304 M 145, Préfecture de la Moselle, « Transfert des maisons de tolérance », Note LA/CH, 1933.

⁹ AD 57, 304 M 145, Courrier de M^e Mesplié, 13 juillet 1933.

Ossons, rue du Coffe Millet et rue Chèvremont¹⁰. Si les habitudes géographiques des clients étaient ainsi préservées, cette perspective d'éparpillement des maisons suscita un tollé auprès du clergé¹¹ et des personnalités catholiques des rues concernées. Ces notables furent à l'initiative d'une pétition demandant l'annulation de ces projets, en particulier celui de la rue des Thermes. Les pétitionnaires arguaient qu'aucune maison ne pourrait être décemment ouverte à cet endroit, en raison de la proximité des écoles, et par conséquent du passage des enfants. On se plût à souligner que ces derniers furent à plusieurs reprises, choqués par la présence de femmes nues, ou quasiment nues, aux fenêtres et aux portes des lupanars du quai de l'Arsenal¹². Ces pressions¹³ furent appuyées par l'activisme de la ligue *Pro Familia*¹⁴ et secondées par un journal catholique, autonomiste et germanophone, le *Lothringer Volkszeitung* de Metz¹⁵. Face à l'ampleur des protestations, M^e Mesplé ne put que conseiller à ses clients d'opter pour une solution alternative : « Je crois devoir vous signaler que si des écueils ont été rencontrés [...] ils apparaissent comme bien minimes avec les emplacements (suivants) »¹⁶.

Celle-ci prit rapidement forme avec l'ambitieux projet de la rue aux Arènes, proposé au préfet en octobre 1933. Les tenanciers avaient une option sur deux emplacements dans cette longue artère parallèle aux voies ferrées¹⁷.

¹⁰ AD 57, 304 M 145, Préfecture de la Moselle, « transfert des maisons de tolérance », Note LA/CH, 1933. Voir plan de Metz.

¹¹ Moore 1997. Déjà au Moyen âge, l'affirmation du pouvoir religieux s'appuyait sur une logique de persécution des prostituées.

¹² AD 57, 304 M 145, Préfecture de la Moselle, Note 1013 AI.

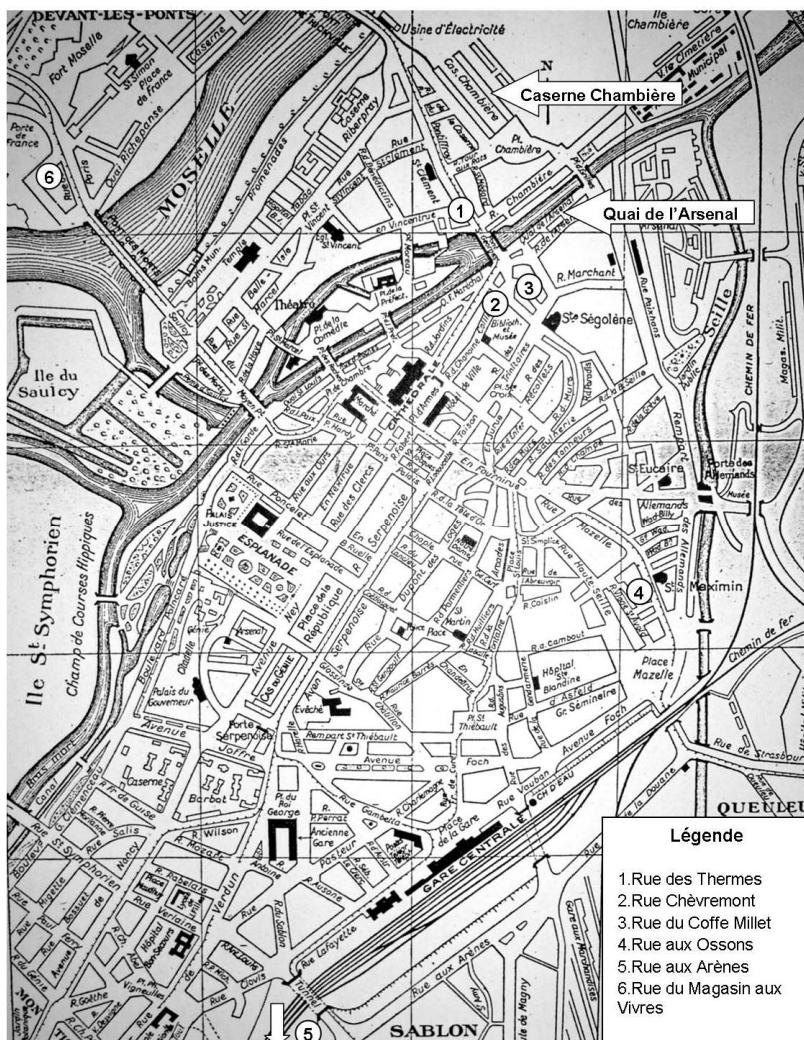
¹³ AD 57, 304 M 144, Préfecture de la Moselle, 3^e bureau, Note, 3 mars 1930.

¹⁴ *Idem*. Très active dans les années 1930, la ligue *Pro Familia* militait notamment pour le respect de la morale. Son volet sexuel repose sur le postulat que l'abstinence est agréable à Dieu. Celle-ci devient une sorte de passeport assurant sa bienveillance dans ce monde et surtout dans l'autre. Vacher de la Pougé (1908) 2000 : 167-190.

¹⁵ AD 57, 304 M 144, Préfecture de la Moselle, 3^e bureau, Note, 3 mars 1930.

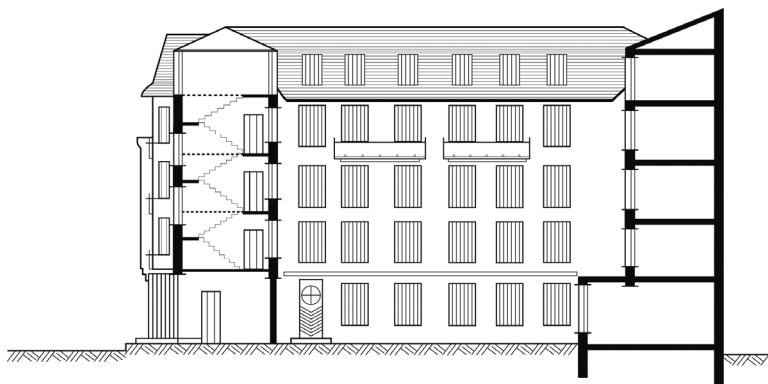
¹⁶ AD 57, 304 M 145, Robert Mesplé, Courrier 9 octobre 1933.

¹⁷ AD 57, 304 M 145, Préfecture de la Moselle, « emplacements rue aux Arènes », Note (voir plan de Metz).



Plan de Metz des années 1920-1930 (source : archives municipales de Metz, 9 Fi 651)

Éloignés du centre-ville, mais proches de la gare, les endroits disponibles étaient également à l'écart de toute école et église. M^e Mesplié expliquait les avantages du terrain qui avait les faveurs de ses clients¹⁸. Localisé entre le talus des voies de chemin de fer et la rue aux Arènes, il présentait la qualité d'être d'une discrétion parfaite. Pour l'avocat, cette situation permettait difficilement d'envisager en ces lieux des immeubles locatifs, en raison des fumées de la gare rabattues par les vents dominants. Forts de cet hypothétique isolement, les tenanciers prévoyaient la construction d'un groupe d'immeubles destinés à l'exploitation de leur commerce du sexe. Le dessin et la disposition de la façade principale donnait l'illusion de la maison de rapport du plus pur style haussmannien¹⁹.



*Reproduction – simplifiée et interprétée – de la façade de l'immeuble de la rue aux Arènes
(dessinateur : Jean-Pascal Berviller)*

Comme à Marseille²⁰, l'image de la respectabilité serait ainsi préservée. Les symptômes extérieurs de la prostitution, filles aguicheuses en tenue provocante, étaient dissimulés à la vue des non-initiés. D'autre part, ce vaste projet immobilier proposait toutes les commodités nécessaires à la délivrance de la tolérance par la puissance publique puisque celle-ci avait fait de l'hygiène et de la lutte contre les maladies

¹⁸ AD 57, 304 M 145, Robert Mesplié, Courrier 9 octobre 1933.

¹⁹ Voir dessin de la façade.

²⁰ Arborio 2004.

vénériennes son cheval de bataille, les maisons de tolérance devant présenter des conditions sanitaires et un état général satisfaisants²¹. Pour ce faire, le législateur avait dressé une liste exhaustive des conditions d'aménagement des établissements, liste qui souligne les déficiences antérieures : aération et éclairage corrects des chambres, lumière sans restriction dans chaque espace de la maison, généralisation d'un système de distribution d'eau. Chacune des pensionnaires devait disposer d'une chambre individuelle pour la réalisation de sa prestation et les précautions à prendre, avant et après les rapports sexuels, devaient y être obligatoirement consignées à l'aide d'une affiche apposée de manière visible²².



*Reproduction du plan du projet de maison de tolérance de la rue aux Arènes
(source : archives départementales de la Moselle, 304 M 145)*

²¹ AD 57, 304 M 144, Ministère de l'Intérieur, « Règlement modèle concernant la prophylaxie des maladies vénériennes dans les lieux de prostitution ».

²² *Idem*.

Par sa conception, le projet de la rue aux Arènes répondait à cet impératif d'ordre. Après accord des services municipaux, l'architecte requis avait prévu d'élever quatre bâtiments juxtaposés, de quatre étages chacun²³.

Chaque étage comportait vingt-six chambres et un appartement, probablement celui du tenancier, ainsi que les salles de bains et toilettes prescrites. En outre, il était prévu l'adjonction d'un dispensaire et de locaux permettant ainsi l'exercice de la prostitution dans une sorte d'autarcie aseptisée. Le grenier était, quant à lui, réservé au logement des filles. Néanmoins, malgré son invention architecturale, ce véritable complexe de la prostitution demeura œuvre de pure imagination. En effet, les opposants à la construction de la maison de tolérance eurent bientôt raison du projet. L'agitation semble avoir été menée par un nommé Boiteux, droguiste de son état²⁴. Celui-ci se fit un devoir d'adresser protestations et pétitions au maire de Metz

[...] une maison publique doit être ouverte rue aux Arènes [...] j'espère que, si cela était, vous voudrez bien intervenir afin que ce projet ne se réalise pas. J'ai calmé momentanément les esprits [...] Veuillez donc voir ce qu'il y a à faire [...] ²⁵.

En définitive, le premier magistrat de la cité et le préfet avalisèrent cette fin de non recevoir dictée par le petit commerce de quartier.

À la suite de cette déconvenue, les tenanciers étudièrent, en 1936, deux ultimes solutions de repli. L'une était située au Fort-Moselle²⁶ et l'autre à Chambièrre²⁷. Les deux projets soulevèrent également l'hostilité des riverains²⁸.

²³ AD 57, 304 M 144, Plan de masse.

²⁴ AD 57, 304 M 145, Lettre de protestation, droguerie Lacroix, C. Boiteux, 3 juillet 1935.

²⁵ *Idem*.

²⁶ AD 57, 304 M 145, Courrier de M^e Mesplé, 29 mai 1936. L'emplacement prévu était situé rue du Magasin aux Vivres.

²⁷ AD 57, 304 M 145, Gouvernement militaire de Metz et 6^e région, État major 4^e bureau, Courrier 391 AD/4, 22 janvier 1936. Plusieurs papiers citent un emplacement à proximité de la caserne Chambièrre sans autre précision.

²⁸ AD 57, 304 M 145, Pétition des propriétaires d'immeubles et habitants du Fort-Moselle, 20 avril 1936.



*Photo de la rue du Magasin aux Vivres (site du Fort-Moselle)
(source : archives départementales de la Moselle, 304 M 145)*

Là aussi, les commerçants adoptèrent les procédés similaires à leurs homologues des autres quartiers. Pétitions et lettres de protestations parvenaient à la puissance publique²⁹. Ici, les commerçants furent appuyés dans leur démarche par le général Guitry, gouverneur militaire de Metz³⁰. L'officier supérieur s'opposait énergiquement à l'établissement des maisons de tolérance à proximité des casernes du quartier de Chambière car elles seraient source d'indiscipline.

²⁹ AD 57, 304 M 145, « Requête signée Federspiel », 21 avril 1936.

³⁰ AD 57, 304 M 145, Gouvernement militaire de Metz, État major, général Guitry, Lettre n°391-AD/4, 22 janvier 1936.

Finalement, le 5 août 1936, le préfet prononça la suppression des maisons de tolérance sur le territoire de la ville de Metz³¹. En somme, le problème soulevé par le transfert des lupanars était réglé. Les tenanciers furent contraints de renoncer à leur commerce sous l'effet d'une décision administrative malgré leur constante adaptation à la force centrifuge qui les éloignait progressivement du centre de la ville. Ce progressif mais lent bannissement géographique du lieu d'exercice de la prostitution était mené de concert avec une stigmatisation individuelle à l'encontre des filles.

Une violence aux formes multiples

Une véritable violence d'État avait été instituée contre les prostituées. Elle prenait forme avec l'éventail de mesures répressives amplement utilisées par la puissance publique. Ces dispositions intervenaient dans l'intimité des prostituées et furent largement appuyées par la dynamique du système pénal. En premier lieu, la condamnation morale visait à punir les filles par la formulation d'interdits et à les isoler dans la cité³². L'exemple le plus frappant concerne la réglementation du déplacement dans leur propre lieu d'habitation. Ainsi, les filles étaient astreintes à rester cloîtrées chez elles, ne devant pas se montrer ni aux fenêtres ni aux portes de leurs maisons. D'autre part, la réglementation prévoyait des interdictions calendaires de sortie modulées par les saisons : entre le 1^{er} avril et le 1^{er} septembre, les prostituées ne devaient pas paraître dans les rues après 20 heures, l'horaire étant avancé à 18 heures pour la saison automne-hiver³³. Ce dispositif dénonçait toute attitude qui inviterait de manière ostentatoire au plaisir sexuel monnayable. Le maintien de l'ordre sur la voie publique constituait le fil conducteur de ces mesures avec en corollaire l'interdiction du scandale. Si l'administration ne définissait pas clairement le scandale, elle prescrivait le comportement de la « femme publique » dans la cité.

³¹ AD 57, 304 M 145, Préfecture de la Moselle, « Arrêté de suppression des maisons de tolérance ».

³² Pheterson 2001. À cette répression s'ajoute le peu de sollicitude à l'égard des filles.

³³ AD 57, 304 M 144, « Arrêté “filles publiques” », 1920.

Les archives de la police rappellent que devaient être considérées comme telles, les femmes qui se livraient notoirement et habituellement à la prostitution et qui tiraient de cette « profession immorale » leurs moyens d'existence³⁴. Par conséquent, la liste des interdits était longuement exposée par une réglementation pléthorique. Par exemple, les prostituées ne devaient pas adopter une mise indécente. En outre, l'usage de paroles, chants, cris ou gestes avec l'intention d'attirer les hommes dans leurs habitations ou ailleurs, exposaient les contrevenantes à des poursuites pénales³⁵.

À ce stade de la répression intervenaient les dispositions du droit local, fossile de l'annexion allemande de 1870-1918³⁶. L'article 361 du Code pénal allemand constituait le noyau de ce système répressif³⁷. Il actionnait la contrainte par corps à l'encontre des prostituées. Les archives montrent son application et la cascade de sanctions qui en découle. Le cas de Madame Bernard est exemplaire à ce propos. Dans un premier temps, le tribunal correctionnel de Metz condamna cette prostituée à deux mois de prison :

[...] la femme Bernard a purgé à Nancy une peine de prison qui lui a été infligée par le tribunal correctionnel de Metz pour faits commis à Metz, peine qui a été elle-même prononcée en application d'une loi locale, à savoir l'article 361 paragraphe 6 du code pénal allemand, concernant les infractions à la police des mœurs³⁸.

Les événements s'enchaînèrent à la suite de son incarcération. En mars 1935, le préfet prit un arrêté contre la prostituée en vertu de l'article 362 du même code pénal allemand qui autorisait l'internement de la coupable pendant une année supplémentaire en maison de travail. En effet, la sanction prononcée en premier ressort permettait à l'autorité chargée de la police, d'interner pour deux ans au plus dans une maison de travail, toute personne condamnée. La dimension punitive prenait alors toute son ampleur avec le cumul des

³⁴ Pryen 2002 : 11-18.

³⁵ AD 57, 304 M 144, « Arrêté municipal, ville de Knutange, "filles publiques" », 31 mai 1921.

³⁶ AD 57, 304 M 144, Présidence du Conseil, Copie conforme du décret, « Maintien des articles du Code pénal Allemand », 25 janvier 1932.

³⁷ *Idem*.

³⁸ AD 57, 304 M 144, Préfecture de la Moselle, Lettre, 28 mars 1935.

peines. La prostitution relevait d'un délit clairement défini et le droit pénalisait sa pratique avec une double incarcération : la prison et la maison de travail³⁹. À ce mécanisme judiciaire s'ajoutaient des dispositions spécifiques pour réprimer les prostituées mineures. Celles-ci vivaient sous la menace constante de l'internement en institution religieuse. À Metz, l'Institut du Bon Pasteur, dont l'ordre avait été créé au XIX^e siècle⁴⁰, occupait cette fonction de redressement des déviantes sexuelles, qu'il entendait resocialiser par le travail et la religion, comme toutes les autres femmes qui s'étaient éloignées de la morale chrétienne. Si en Moselle, les filles mineures étaient en principe internées avec le consentement des parents⁴¹, elles pouvaient l'être également sur l'ordre de « l'Office de la jeunesse », l'ancienne *Jugendfürsorge* du régime allemand⁴². Ces institutions couplées avec le système pénal montrent la volonté du pouvoir politique d'éradiquer la prostitution.

Cette répression allait de pair avec la doctrine hygiéniste prônée depuis le début du siècle⁴³. Elle préconisait un contrôle sanitaire permanent des prostituées qui devaient se soumettre à des examens médicaux hebdomadaires auprès d'un médecin agréé, après leur inscription dans les registres municipaux appropriés. *De facto*, on considérait que la syphilis et la blennorragie restaient indissociables des « femmes de mauvaise vie » :

[...] de l'avis (du médecin chef de la place), il est préférable de savoir où trouver les prostituées pour les faire admettre immédiatement à la clinique des maladies vénériennes⁴⁴.

Indépendamment de cet examen médical régulier, une contre-visite pouvait être imposée aux filles toutes les fois où cette mesure était jugée nécessaire. Généralement, celle-ci intervenait à la suite d'un

³⁹ Castel (1995) 2003. La fonction répressive des maisons de travail est là aussi d'actualité.

⁴⁰ Murphy 2003 : 87-99.

⁴¹ AD 57, 304 M 144, Commissariat central de police, Metz, Note, 28 juin 1920.

⁴² AD 57, 304 M 144, Commissariat central de Metz, Lettre II-6794, 10 juillet 1920.

⁴³ Corbin (1978), 1982. La politique d'hygiène publique se superposait à la moralité.

⁴⁴ AD 57, 304 M 144, Sous-préfecture de Sarrebourg, Lettre n°786/N, 11 février 1930.

dépôt de plainte effectué par un homme contaminé par une maladie vénérienne, ou à la suite de rafles effectuées dans les cafés. Il est vrai que la police des mœurs effectuait deux à trois rafles hebdomadaires dans ces lieux considérés comme des foyers de prostitution⁴⁵. Cette prostitution, jugée sournoise, avait généré une réglementation adaptée. Celle-ci associait délibérément prostituée et serveuse. De ce fait, l'accès à l'emploi des serveuses et leur attitude générale sur leur lieu de travail furent réglementés. À tel point qu'avant de pouvoir prendre du service dans un établissement qualifié de public, hôtel, auberge, débit de boisson, la future serveuse devait se présenter devant le maire en possession d'un certificat de bonne vie et mœurs. Suite à quoi, l'autorité compétente lui délivrait une autorisation de servir dans l'établissement qu'elle désignait. Néanmoins, son service n'était concevable que dans le respect d'une certaine réserve vis-à-vis du consommateur. Par exemple, il lui était interdit de s'asseoir, de s'attabler avec les clients, et a fortiori de boire avec eux car la proximité physique était considérée comme une incitation à la relation sexuelle interdite⁴⁶ et, par conséquent, source de la prostitution clandestine. Ce phénomène, considéré de loin comme le plus dangereux⁴⁷, mettait en scène les filles isolées difficilement contrôlables.

Pour renforcer l'identification des prostituées isolées, la police avait établi une classification. Il en ressortait trois catégories fondées sur des critères de propriété⁴⁸. La première concernait les femmes dites de « bonne famille ». Propriétaires de leur logement, ces filles se donnaient volontiers mais elles choisissaient leurs amants rencontrés sur rendez-vous. Fortes de cette subtile nuance, pouvait-on alors les aligner au même rang que celui de ces « épaves », qui tiraient d'une profession immorale leurs moyens d'existence ? Comme le montrent les archives, la police savait faire preuve de compréhension lorsque ce

⁴⁵ AD 57, 304 M 144, Préfecture de la Moselle, Note, 22 janvier 1932.

⁴⁶ AD 57, 304 M 144, article 3^o-11, « Ordre et tranquillité dans les établissements publics », Note.

⁴⁷ AD 57, 304 M 144, VI^e région militaire, place de Thionville, Lt-colonel Larroque, Lettre, 25 février 1935.

⁴⁸ AD 57, 304 M 144, Commissariat de police de Thionville, Lettre 2802/34, 5 novembre 1934.

fut nécessaire, leur accordant finalement une sorte de droit à dispenser leurs charmes plus pour leur plaisir que pour le profit⁴⁹. Ainsi, on fermait facilement les yeux pour préserver les familles de la bourgeoisie messine de tout scandale. Par contre, le même égard n'était pas accordé aux prostituées qui habitaient dans un appartement à termes. Bien que propriétaires de leur mobilier, elles représentaient une catégorie intermédiaire qui suscitait une surveillance plus étroite. Avec une domiciliation somme toute volatile, leur contrôle demeurait aléatoire. Enfin, les filles qui logeaient dans un appartement garni, ou une chambre d'hôtel, apparaissaient de loin comme les plus dangereuses. Ne disposant d'aucune garantie immobilière ou mobilière, on estimait qu'elles portaient en elles les germes de la déviance.

L'association de l'indigence à la présomption de culpabilité relève d'un constat d'impuissance : celui de la police vis-à-vis de la clandestinité. En effet, les filles pouvaient facilement échapper au système répressif grâce à leur situation plus ou moins nomade. Aussi, face au danger social que représentait la clandestinité⁵⁰, la police comptait sur les rafles, les plaintes ou les dénonciations pour mettre fin à un commerce difficilement contrôlable. D'ailleurs, celles-ci ne manquaient pas⁵¹. En 1922, par exemple, un anonyme de Bouzonville dénonça les agissements d'une nommée Ludovika W. : « Non seulement, elle tirait les cartes, mais elle attirait aussi les hommes chez elles ». Ainsi, un clerc de notaire « avait payé 25 Francs pour coucher une nuit avec elle »⁵². La suite de cette histoire ne sera pas dévoilée dans les archives⁵³. Mais, on le sait, le risque pénal encouru à se

⁴⁹ Mericksay 1987 : 495-508. Déjà au XVIII^e siècle une tolérance pouvait être admise par la police à l'égard de certaines formes de prostitution.

⁵⁰ Noiriel 2005. L'instabilité géographique des pauvres est considérée comme dangereuse. Elle appelle des politiques de contrôle. Pour ce faire, le capitalisme industriel fondait des politiques de gestion du personnel sur la stabilité *versus* l'instabilité.

⁵¹ AD 57, 304 M 144, Commissariat central de Metz, Note, 3 janvier 1921.

⁵² AD 57, 304 M 144, Lettre anonyme de dénonciation, mai 1922.

⁵³ AD 57, 304 M 144. La puissance publique qui envisageait l'expulsion de cette femme d'origine allemande a du se rétracter car l'intéressée était devenue

prostituer est clairement établi. Dès sa première arrestation, la prostituée était mise dans l'impossibilité de poursuivre son travail. Elle était, soit déférée au parquet, soit obligée de quitter la ville, pour ne pas se voir inculpée de vagabondage et de prostitution. À cet effet, la police des mœurs faisait preuve d'une particulière vigilance. Par exemple, pour la seule année 1931, un nombre de 298 femmes avait fait l'objet de contraventions pour infraction aux mœurs dans la seule ville de Metz⁵⁴. Dès lors, les filles, une fois repérées et fichées, quittaient de leur propre chef leur domicile habituel⁵⁵. Cette mobilité forcée déplaçait les prostituées vers le Luxembourg ou la Belgique, mais sans réellement les empêcher de venir vendre leurs charmes en Moselle⁵⁶.

Malgré cette répression croissante de la prostitution clandestine, les services de police restaient persuadés que le phénomène était au moins aussi généralisé que par le passé, sinon plus⁵⁷. Pour les autorités, cette prolifération était, en partie, expliquée par l'augmentation des salaires des ouvriers et des employés. Ces derniers auraient ainsi profité d'un surplus d'argent disponible, leur permettant l'octroi de fantaisies sexuelles en dehors du mariage⁵⁸ :

[...] ces prostituées [...] trouvent facilement leur profit en raison de l'augmentation des salaires, qui laisse à l'ouvrier ou à l'employé de l'argent disponible pour ces sortes de dépenses [...] ⁵⁹.

Mais, selon les assertions policières, « le service des mœurs faisait tout son possible pour préserver, l'établissement public et la rue, du triste spectacle du racolage »⁶⁰.

française par suite de son mariage. Commissariat de police de Boulay, Lettre n°1049-8, 16 mai 1922.

⁵⁴ AD 57, 304 M 144, Police d'État de Metz, Lettre II-951, 27 janvier 1931.

⁵⁵ AD 57, Commissariat central de Metz, Lettre II.7596, 22 juillet 1931.

⁵⁶ AD 57, 304 M 144, Sous-préfecture de Thionville, « Développement de la prostitution clandestine », Note 27, février 1920.

⁵⁷ AD 57, 304 M 144, Ministère de l'Hygiène de l'assistance et de la prévoyance sociale, 21 février 1925.

⁵⁸ Dorlin 2003 : 117-132. L'espace de la famille est considéré comme le lieu de la reproduction.

⁵⁹ AD 57, 304 M 144, Sous-préfecture de Thionville, Lettre du 27 février 1920.

Un enchevêtrement d'intérêts variés

Il serait cependant faux de croire que la prostitution ne souleva que des indignations. Si les filles étaient montrées du doigt et réprimées, les opposants au commerce du sexe s'accommodaient fort bien de cette activité, pour peu que leurs intérêts fussent, un temps, menacés. Ainsi, la position des commerçants pouvait dépendre de la localisation de leurs boutiques et de celle des maisons closes : peur d'une nouvelle implantation, défense d'établissements qui drainent une large clientèle. Pour le comprendre, il suffit de se pencher sur le levier pétitionnaire de la centaine de commerçants messins, qui de concert, interpellèrent le préfet en 1927. Tous établis au quartier de l'Arsenal, ils s'adressèrent au représentant de l'État pour lui exposer le préjudice que leur faisait courir la fermeture des maisons, une décision de police ayant alors provisoirement mis un terme aux tolérances. Les commerçants alignaient la crainte de la ruine de leur activité qui, selon eux, ne vivait qu'exclusivement de la clientèle des lupanars, avec la litanie des impôts et charges qui grevaient lourdement leur trésorerie, pour demander la réouverture des maisons. Voici des extraits de leur pétition :

[...] au point de vue financier, c'est la ruine de nos commerces qui ne vivent que de la clientèle de ces établissements [...]. Nous payons de lourds impôts et subissons des charges de toutes sortes, nous ne croyons pas mériter d'être ruinés⁶¹.

Si les commerçants usaient volontiers de pétitions contre la prostitution, il y a lieu de remarquer que celle de 1927 intervenait au moment où un dénommé Maire, président du syndicat des cafetiers-hôteliers-restaurateurs de Metz, expliquait aux autorités les dommages que subissaient les membres de son organisation. Ils se plaignaient de la prolifération des prostituées dans leurs entreprises, en faisant état d'une « infection des établissements ». Les cafetiers-restaurateurs semblaient impuissants contre cette « plaie » qui, selon eux, portait gravement atteinte à « la morale publique et à la bonne renommée des

⁶⁰ AD 57, 304 M 144, Commissariat de police de Thionville, Lettre 2802/34, 5 novembre 1934.

⁶¹ AD 57, 304 M 145, Pétition des commerçants du quartier de l'Arsenal, 1927.

cafés, hôtels-restaurants »⁶². Aussi, le syndicat appréhendait que la fermeture des maisons publiques entraîne une aggravation d'une situation jugée déjà déplorable. Le représentant du patronat agitait l'épouvantail d'une décadence morale à l'échelle urbaine et prévoyait que celle-ci entraînerait irrémédiablement la prolifération des maladies vénériennes, dans une sorte de pandémie, qui elle-même engendrerait l'insécurité dans les rues. C'est pourquoi, il souhaitait l'intervention rapide des pouvoirs publics pour ordonner la réouverture des maisons : « (le comité du syndicat) émet le vœu que ces "maisons" qui sont un mal nécessaire soient maintenues »⁶³.

Le rapprochement entre ces deux requêtes convergentes montre, qu'en réalité, elles ont été faites à l'instigation des mêmes auteurs. Dans ce cas précis, la collusion entre les intérêts des tenanciers et ceux des propriétaires des maisons où s'exerçait la tolérance, apparaît en première instance. Ainsi, un certain Joseph S., rédacteur de la pétition de 1927, s'avérait être le propriétaire de deux immeubles du quai de l'Arsenal, mis en location pour l'exercice de la tolérance⁶⁴. Par ailleurs, les intérêts de la prostitution se superposent avec ceux des cafetiers. Dans cette activité déjà minée par les effets de la concurrence, n'était-il pas plus judicieux d'attirer la clientèle masculine grâce à la présence de femmes faciles ? La réponse est partiellement donnée par les rapports de la police des mœurs qui effectuait une surveillance accrue de la plupart de ces établissements. On estimait que l'une des formes les plus fréquentes de la prostitution était celle exercée par la domesticité féminine⁶⁵ des hôtels, cafés et auberges, « généralement avec l'assentiment, sinon l'appui du tenancier des lieux »⁶⁶.

⁶² AD 57, 304 M 145, Commissariat central de Metz, Courrier n°II/15098, 12 décembre 1927.

⁶³ AD 57, 304 M 145, Syndicat des cafetiers hôteliers restaurateurs de Metz, 20 janvier 1935.

⁶⁴ AD 57, 304 M 145, « Pétition des commerçants de l'Arsenal contre la fermeture des maisons de tolérance ».

⁶⁵ Karady 1994 : 3-17. Cette situation n'était pas spécifique à la France.

⁶⁶ AD 57, 304 M 144, Sous préfecture de Thionville, « Répression de la prostitution clandestine », Note.

Ce phénomène de causalité circulaire mérite d'être étendu aux institutions chargées de la rééducation des prostituées. En effet, avec une baisse des filles internées, survenait le spectre de la fermeture. Les moyens financiers alloués faisaient alors simplement défaut. En 1930, des établissements religieux de la région de Strasbourg étaient sur la sellette, comme le souligne la lettre du commissariat de la République adressée au préfet du Bas-Rhin⁶⁷. Ainsi, la maison Saint-Joseph à Bischwiller, dirigée par les sœurs franciscaines, voyait son effectif fondre comme une peau de chagrin, passant de 50 à 27 filles emprisonnées. De ce fait, l'institut fut signalé comme incapable de se suffire à lui-même. Le Bon-Pasteur à Strasbourg, les maisons d'éducation catholique et protestante de Neuhof, connaissaient un déficit analogue. Pour y remédier, le commissaire de la République encourageait vivement la police à renforcer la répression pour augmenter le nombre de femmes emprisonnées dans ces lieux :

[...] J'attacherais le plus grand intérêt à ce que les placements dans des maisons d'éducation [...] soient poursuivis [...]. Il serait notamment nécessaire que les prostituées mineures ne soient mises en cartes qu'après avoir été confiées à ces établissements [...]. Il serait désirable que la police prête son concours [...]⁶⁸.

Cette montée en puissance de la répression à l'égard des filles perdura tout au long des années 1930, expliquant sans doute en partie les performances policières. Finalement, en décembre 1936, Henri Sellier, alors ministre de la Santé du Front populaire, prononça l'interdiction d'ouvrir de nouvelles maisons de tolérance sur tout le territoire français. En entamant une politique ferme, le gouvernement s'alignait sur les attentes internationales pour éradiquer la prostitution⁶⁹.

Parler de confrontation entre la prostitution et la société messine interpelle à plusieurs égards. Tout d'abord, la gestion municipale des

⁶⁷ AD 57, 304 M 144, Commissariat général de la République, Direction de l'Intérieur, Lettre I.9483, 12 juin 1930.

⁶⁸ *Idem*.

⁶⁹ Act Up 2003 : 91-97. En 1927, la Société des Nations se prononce contre la traite des femmes. Cette étape cimente le régime abolitionniste.

tolérances fit preuve d'une certaine inertie, la ville de Metz sans pouvoir de police n'avait comme seule latitude que de prendre acte des ambitieux projets immobiliers des tenanciers et des protestations des riverains hostiles. Le face à face « prostitution-société normalisée » prend une toute autre dimension lorsqu'il oppose puissance publique et prostituées. Dans ce cas est instaurée une véritable chasse aux filles, dépossédées des droits les plus élémentaires et victimes d'une répression policière organisée. La contrainte par corps est une arme judiciaire en même temps que la violence de classe s'exerce à l'encontre des « femmes légères ». Celle-ci s'exprime par l'évaluation de leurs biens matériels et par le contrôle de l'accès à l'emploi. Du fait de cette politique, la fille pauvre devenait une proie plus facile pour l'appareil répressif que la prostituée issue de la bourgeoisie locale. Par ailleurs, la violence du pouvoir d'État se conjugue avec le cynisme des notables et des institutions chargées de rééduquer les prostituées. Cette ultime forme de confrontation montre que différentes activités professionnelles légales s'organisaient autour de la prostitution pour finalement en tirer profit. Le « vice » devenait un fonds de commerce pour les négociants ordinaires, voire la source majeure de revenus pour des institutions spécialisées. Finalement, ce cercle, si peu vertueux, est la marque d'une économie parasitaire dont l'existence est assurée grâce à la prostitution pourtant si décriée. Si l'interdiction du commerce du sexe fut prononcée en 1936, celle-ci ne sera que de courte durée. En effet, dès l'entrée en guerre, la réouverture des maisons de tolérance fut encouragée⁷⁰. Les autorités militaires plaidèrent en ce sens pour renforcer le moral et la discipline des troupes. Dès lors, les postulants à la tolérance ne tardèrent pas à exprimer leurs ambitions directement auprès du gouverneur militaire de Metz. Les demandes d'ouverture de maisons affluèrent vers le bureau du général. Elles émanaient de toutes les régions de métropole et même d'Afrique du Nord⁷¹. Désormais, une enquête sommaire était réalisée sur le passé des candidats à la tolérance. En cas de virginité pénale, les autorités leur accordaient

⁷⁰ AD 57, 304 M 145, Place de Metz, Général Lebleu, Lettre n° 2312/2, 24 février 1940.

⁷¹ AD 57, 304 M 145, Requête de Thérèse Petitjean, 13 janvier 1940.

l'indispensable blanc-seing nécessaire à l'ouverture d'un lupanar. Le commerce avait repris tous ses droits.

Bibliographie

- ACT UP, 2003, « L'abolitionnisme condamne les prostituées à la précarité », *Mouvements*, 29, p. 91-97.
- ARBORIO Anne-Marie, 2004, « Derrière les façades haussmanniennes. La prostitution privée de rue (début XX^e siècle) », Journée d'études *Les sciences sociales dans la rue. Dynamiques sociales et renouvellement au centre de Marseille*, organisée dans le cadre de la fête de la Science, Aix-en-Provence, MMSH, 6 pages.
- Lien : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00005648/fr/>
- CASTEL Robert, 2003 (1^{re} éd. 1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard, Coll. « Folio essais ».
- CORBIN Alain, 1982 (1^{re} éd. 1978), *Les filles de noce. Misère sexuelle et prostitution*, Paris, Flammarion, Coll. « Champs ».
- DORLIN Elsa, 2003, « Les putes sont des hommes comme les autres », *Raisons politiques*, 11, p. 117-132.
- KARADY Victor, 1994, « Bonnes à tout faire et prostituées », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 104, 1, p. 3-17.
- MERICKSAY A, 1987, « La prostitution à Paris : dans les marges d'un grand livre », *Histoire, économie & sociétés*, 6, 4, p. 495-508.
- MOORE Robert Ian, 1997, *La persécution. Sa formation en Europe, X^e-XIII^e siècle*, Paris, 10/18.
- MURPHY Gwénaél, 2003, « Prostituées et pénitentes (Poitiers et La Rochelle au XVIII^e siècle) », *CLIO, Histoire, Femmes et Sociétés*, 7, p. 87-99.
- NOIRIEL Gérard, 2005 (1^{re} éd. 2001), *État, nation et immigration*, Paris, Gallimard, Coll. « Folio histoire ».
- PHETERSON Gail, 2001, *Le prisme de la prostitution*, Paris, L'Harmattan.
- PRYEN Stéphanie, 2002, « Prostitution de rue : le privé des femmes publiques », *Ethnologie française*, 2, p. 11-18.
- VACHER DE LA POUGE Georges, 2000 (1^{re} éd. 1908), « La crise de la morale sexuelle », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle (Cahiers Georges Sorel)*, 18, 1, p. 167-190.